

# BULLETIN MENSUEL ÉLECTRONIQUE DU PROJET PADTICE

Février 2014

N° 003

## SOMMAIRE

- 1 Mot de la Directrice
- 2 Activités du projet
- 5 La vie des partenaires du projet
- 13 Nouvelles des Universités de l'espace UEMOA
- 14 Nouvelles des Systèmes d'Information des Universités de l'UEMOA
- 16 La réflexion du mois

## PADTICE

Projet d'Appui au Développement des TIC pour le renforcement des capacités de mise en oeuvre de la réforme Licence-Master-Doctorat (LMD) dans les institutions d'enseignement supérieur de l'UEMOA

## MOT DE LA DIRECTRICE

**Mesdames, Messieurs**  
**Chers partenaires de la mise en oeuvre du PADTICE,**



L'année 2014 revêt d'importants enjeux pour l'exécution du projet d'appui au développement des technologies de l'information et de la communication pour le renforcement des capacités de mise en oeuvre de la réforme « Licence-Master-Doctorat » dans les universités de l'espace UEMOA (PADTICE). Les défis résident dans le fait que les activités de déploiement des plateformes matérielles qui constituent un pan important de ce projet doivent être réalisées sur une seule année et les activités engagées par l'entremise de partenariats institutionnels, conduites à termes.

En neuf mois de travail acharné effectué en étroite collaboration avec les universités et les partenaires, des avancées appréciables sont obtenues car le périmètre de la mise en oeuvre de ce projet est défini et bien maîtrisé. Le PADTICE est sur orbite et ne cessera de monter en puissance. Les activités centrées sur le renforcement des capacités des universités principales en matériel informatique et de réseau dans la perspective de la mise en place d'un espace technologique intégré de l'enseignement supérieur entrent dans leur phase d'exécution pratique. Le déploiement sera réalisé conformément au planning défini à l'issue de la deuxième réunion du Comité de pilotage tenue le 09 Décembre 2013 à l'Université Félix Houphouët Boigny à Abidjan.

Cette année constitue également une année de défis car la mise en oeuvre de toutes les activités interpellent les universités qui sont bénéficiaires et partenaires du projet. La pérennisation des résultats que nous obtiendrons ensemble exige que les différentes parties aient une vision partagée des objectifs et résultats et que chacune remplisse son rôle. L'UNESCO, les partenaires institutionnels et les universités doivent conjuguer leurs efforts car les défis sont immenses.

Le présent numéro a reçu les contributions de partenaires institutionnels actifs dans la promotion des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement supérieur en Afrique et des directions des Systèmes d'Information des Universités bénéficiaires du projet. Une contribution de haut niveau, questionnant les opportunités qu'offrent les TIC dans l'enseignement supérieur ainsi que les défis à surmonter a été faite. Avec la participation et la contribution de tous, je suis convaincue que le bulletin d'information du PADTICE atteindra l'objectif que nous lui assignons : « être un véritable outil de partage » !

Je vous souhaite à tous bonne lecture et meilleurs vœux pour 2014.

**Ann Therese NDONG-JATTA**  
**Directrice du Bureau régional multisectoriel de Dakar.**

## ACTIVITES DU PROJET

### La deuxième réunion du Comité de pilotage du projet tenue le 09 Décembre 2013 à l'Université Félix Houphouët Boigny

**Évaluer la mise en œuvre du projet depuis son transfert à Dakar et donner les orientations nécessaires pour son exécution efficiente à court terme.**



Deuxième réunion du Comité directeur du PADTICE à Abidjan, le 09 Décembre 2013

La deuxième réunion du Comité de pilotage du PADTICE a été accueillie par l'université Félix Houphouët Boigny le 09 Décembre 2013. Ceci constitue un indice de l'implication des universités dans la réalisation du projet. Une démarche entreprise par l'UNESCO pour l'appui à l'ancrage des activités de projet dans lesdites universités qui en sont bénéficiaires d'une part et partenaires de l'autre.

Si la réunion du Comité de pilotage du 18 juin 2013 à Dakar a permis une relance de ce projet par la définition d'objectifs atteignables et une orientation claire consignées dans le plan d'action 2013 qui a été validé par les participants, la seconde réunion tenue à Abidjan a permis de renforcer la dynamique retrouvée et de réajuster la feuille de route de telle sorte que les objectifs attribués soient pleinement atteints.

Étaient à l'ordre du jour :

- l'adoption du rapport de la réunion du Comité de pilotage du 18 juin 2013 ;
- le suivi des recommandations et décisions du Comité de pilotage du 18 Juin 2013 en vue de l'adoption du rapport d'activités de Juin à Décembre 2013 ;
- la proposition et l'adoption de la feuille de route pour l'année 2014 ;
- la révision de la composition de l'organe de suivi et de pilotage du projet représenté par le Comité de pilotage et enfin le choix pour la tenue de la troisième réunion du Comité de Pilotage

de l'année 2014.

À la réunion du 18 juin 2013, le Comité de pilotage avait fortement recommandé l'obtention de résultats significatifs avant la fin de l'année. Ceci au titre de la mise en œuvre du projet sur le terrain à travers des actions concrètes de déploiement dans les universités. Pour ce chapitre, l'exécution du projet enregistre :

- la mise en place des comités nationaux de pilotage du projet dans tous les pays ;
- la désignation et la mise à disposition par chacune des 8 universités principales des locaux nécessaires pour servir de salle serveur et de salles d'accès (Université Abomey-Calavi, Université Abdou Moumouni de Niamey, Université Amilcar Cabral de Bissau, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, Université de Lomé, Université de Ouagadougou, Université des Sciences des Techniques et Technologies de Bamako) ;
- l'audit des infrastructures réseau et le design de l'architecture réseau cible dans chacune des 8 universités pour satisfaire les fonctionnalités recherchées par un déploiement de matériel informatique selon une architecture en end-computing d'une part et la mise en place de clouds maîtrisés à long terme, d'autre part ;
- le lancement de l'appel d'offre à concurrence internationale pour l'acquisition des équipements informatiques ;
- la mise en route de deux activités de

partenariat avec le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur en vue du renforcement de l'assurance qualité dans les universités : l'élaboration d'un référentiel d'accréditation des diplômes des formations ouvertes et à distance des universités de l'espace UEMOA par le CAMES ; l'élaboration d'un référentiel de développement des systèmes d'information des universités ;

- la mise en route de l'activité de déploiement de la bibliothèque numérique des universités de l'espace UEMOA à travers la signature d'un accord de partenariat d'exécution avec l'École des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes de l'Université Cheikh Anta Diop ;
- l'engagement d'un partenariat d'exécution avec l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) pour la mise en œuvre d'activités d'alphabétisation informatique et de renforcement des capacités des universités en méthodologie de e-learning. Ce partenariat mettra également en œuvre la mise l'institut virtuel d'enseignement des universités de l'espace UEMOA. Le partenariat engagé couvre l'étude de la faisabilité de cet institut.

L'ensemble des résultats engrangés par l'UNESCO-BREDA grâce à la mise en œuvre des décisions et recommandations effectuées lors de la première réunion a permis au Comité de pilotage de valider le rapport d'activités 2013 qui a été présenté. Prenant en compte ces acquis et le délai de temps restant imparti à ce projet, le Comité de pilotage a porté les amendements nécessaires à la feuille de route qui a été présentée par la coordination du projet. Cette feuille de route est centrée sur l'achèvement des activités qui ont été enclenchées et qui constituent le cœur de ce projet. Ceci a nécessité la formulation d'une recommandation forte pour que l'UNESCO adresse à l'UEMOA, une demande de prolongation de la mise en œuvre du PADTICE sur une période supplémentaire d'une année.

La réunion du Comité de pilotage d'Abidjan a également permis la révision de sa composition afin de permettre l'observance des mesures d'éthique et d'équité qui doivent encadrer ses travaux. Ainsi, les institutions et organismes partenaires préalablement désignés comme membres de ce comité et à qui sont confiées tout ou partie de la mise en œuvre des activités de projet ont été exclus. L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) et le « West African and

## ACTIVITES DU PROJET

Central Research And Education Network » (WACREN) ne feront plus partie du comité de pilotage compte tenu du fait que ces organisations sont ou seront des partenaires d'exécution du projet. L'Université Virtuelle Africaine (UVA) a été proposée pour remplacer l'AUF dans le comité de pilotage.

Avant de clore sa séance du 09 Décembre 2013, le Comité de pilotage a recueilli les propositions de lieu et de date pour l'organisation de sa prochaine réunion. L'université de Ouagadougou s'est ainsi proposée d'accueillir la troisième réunion du comité de pilotage du projet. Pour tenir compte du calendrier des activités académiques dans les universités, cette réunion a été programmée pour se tenir dans deuxième semaine du mois de Juin 2014.

### Composition du Comité national de pilotage du PADTICE au Niger

Les numéros précédents du bulletin d'information du PADTICE ont diffusé la composition des Comités nationaux de pilotage du PADTICE du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Togo et du Sénégal. Ci-dessous, la composition du Comité national de pilotage du Niger :

1. Point focal national : Madame Niandou AISSATA, Conseillère Technique au Ministère des Enseignements Moyen et Supérieur et de la Recherche,
2. Pr Amadou BOUREIMA, Représentant de l'Université Abdou Moumouni de Niamey ;
3. Dr Ali HAMADOU, Représentant l'université de Maradi
4. M. Sidi Ouabanaizé AMADOU ALI, Représentant l'Université de Tahoua
5. M. Adoua ISSA, Représentant l'Université de Zinder

### L'Unité de Gestion du Projet effectue une mission à l'Université Amilcar Cabral, du 03 au 07 février 2014

**Une mission exécutée en vue de la mise en œuvre cohérente du projet pour tenir compte de l'environnement et des spécificités de l'Université Amilcar Cabral et du contexte du pays.**



La délégation du PADTICE en séance de travail avec les autorités de l'Université Amilcar Cabral de Guinée-Bissau

La mise en œuvre du PADTICE sur l'ensemble des huit (08) universités principales des pays membres de l'UEMOA exige une connaissance fine de l'environnement, des réalités et des projets de développement TIC de chacune des universités par l'Unité de Gestion du Projet (UGP). L'hétérogénéité de ces paramètres à prendre en compte a pour conséquence, le développement par l'UGP, d'une ingénierie de déploiement différenciée entre Universités.

L'Université Amilcar Cabral de la Guinée-Bissau fait partie du groupe des institutions universitaires caractérisées par une quasi-inexistence d'infrastructures TIC, de télécommunication et de services afférents. Tout est à faire dans cette université qui est en construction. Les travaux de mise à niveau des infrastructures réseau en vue du déploiement du matériel informatique entreront dans leur phase pratique. Le Comité de pilotage tenu le 09 Décembre 2013 à Abidjan a recommandé une approche prudente basée sur une réelle connaissance de l'environnement de l'UAC pour l'exécution de ces travaux. La mission a été diligentée par l'UNESCO-BREDA, du 03 au 07 Février 2014 en Guinée-Bissau. Cette mission avait pour objectifs : **rencontrer les autorités en charge de l'enseignement supérieur pour présenter les avancées obtenues par le projet ; discuter des précautions et dispositions à prendre par l'Université et son Ministère de tutelle pour une appropriation effective des résultats qui seront obtenus par la Guinée-Bissau ; évaluer la faisabilité du déploiement du matériel informatique à l'Université Amilcar Cabral.**

**La prise en compte de l'Université Amilcar Cabral dans la mise en œuvre effective du projet : une démarche qui rencontre les préoccupations des autorités en charge de l'enseignement supérieur**

Malgré un contexte national assez difficile, les autorités en charge de l'enseignement supérieur en Guinée-Bissau placent le

développement de l'enseignement supérieur au cœur des préoccupations en matière de développement. Ceci se justifie à leurs yeux par la poursuite des activités académiques dans les institutions d'enseignement supérieur malgré les nombreux défis qui se posent au système. Pour ces autorités, il y a une obligation de répondre à la demande d'une jeunesse en droit de satisfaire ses besoins de formation mais aussi et surtout de mettre à disposition les personnes-ressources de qualité pour les besoins de développement du pays. L'université Amilcar Cabral qui est l'université nationale, créée par décret d'application de la loi n°6/99 du 06 Décembre 1999, a ainsi repris ses activités après six (06) années de fermeture. Le PADTICE constitue une grande opportunité à saisir par l'Université et par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Culture et des Sports. Le Ministre Monsieur Alfredo GOMES se réjouit ainsi de l'arrivée de la mission PADTICE en Guinée-Bissau et félicite le Bureau de l'UNESCO à Dakar à cet effet.

Quant aux défis, dont certains sont des difficultés liées à la conjoncture nationale, le Ministère et le Rectorat assurent en avoir la mesure et ont exprimé leur volonté de ne ménager aucun effort pour le bon déploiement du PADTICE à l'UAC. En outre, le projet pourra évoluer dans un cadre structurant car d'autres projets de développement des TIC sont mis en œuvre en Guinée-Bissau. Ce sont le projet de développement d'un centre de formation à distance développé avec l'Université Virtuelle Africain (UVA) et le projet mis en œuvre par le Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur (PAES/UEMOA) qui souscrira pour un abonnement de l'UAC à Internet large bande pendant une année. À cet effet, le bureau de liaison du PAES en Guinée-Bissau a été transformé en cadre de partenariat pour établir la jonction avec les autres initiatives.

L'étendue des enjeux a en outre incité l'Université à entreprendre des démarches pour associer des partenaires privés à la réalisation de son programme de développement. Des contacts ont été ainsi établis avec l'Autorité Nationale de Régulation des Télécommunications, avec Orange Guinée, etc.

Le problème énergétique constitue un problème majeur et est conjoncturel pour toute la Guinée-Bissau. Une solution durable devra être trouvée à moyen terme avec l'appui de l'État et des partenaires au développement. Cependant, pour pallier les insuffisances du moment, une solution peut être trouvée à l'intérieur de l'UAC. Il s'agit d'arriver à une



## ACTIVITES DU PROJET

cohérence par la correction des habitudes de fonctionnement des unités organiques de l'Université qui devront mettre en commun leurs efforts et faciliter la résolution de la question énergétique. Au lieu que chacun fasse fonctionner son groupe électrogène isolement, elles pourraient s'associer pour faire fonctionner le groupe de l'université. En outre, un distributeur d'électricité privé assure l'approvisionnement d'une unité organique de l'université. Cette solution pourrait être élargie à toute l'université et le coût de la facture pris en charge par les quatre (04) entités et le rectorat.

**L'Université Amilcar Cabral, une Université en reconstruction et réorganisation pour laquelle, la mise en œuvre du PADTICE constitue un vent favorable.**

L'évaluation de la capacité de l'UAC à soutenir et assurer le suivi et la maintenance des infrastructures réseau et informatique qui seront déployées a été faite. Les différentes salles mises à disposition par l'Université pour l'érection de la salle serveurs et des salles d'accès ont été visitées en compagnie du responsable des Services Informatiques. Les travaux de réhabilitation nécessaires pour chacune de ces salles ont été définis et transmis à l'Université pour action dans le cadre des travaux de réhabilitation de ses infrastructures physiques. L'espoir est permis dans la mesure où il y a une conjonction entre ces différents besoins. Pour l'université Amilcar Cabral, la relance de ses activités académiques doit nécessairement intégrer l'utilisation des facilités offertes par les TIC pour le renforcement de la qualité de la pédagogie. Aussi, elle ne pourra pas faire l'impasse sur l'opportunité que constitue le PADTICE. En collaboration avec son Ministère de tutelle, l'Université s'emploiera à s'acquitter de son rôle même si elle aura besoin pour certaines activités d'un accompagnement spécifique du PADTICE. Et surtout de celles-ci, l'appui au renforcement des capacités de la Direction des Systèmes d'Information de l'université Amilcar Cabral. Une réunion avec le Responsable des systèmes d'information a déjà permis de dégager les pistes d'intervention nécessaires.

En Guinée-Bissau, se posent de nombreux et divers défis. Le secteur de l'éducation est en grande difficulté. Il se pose des problèmes d'orientation et de qualité de l'éducation à tous les niveaux. L'engagement et la motivation des différents acteurs en charge de la relance de l'Université Amilcar Cabral est néanmoins très perceptible. Ceci constitue un avantage certain. La réceptivité des institutions cibles et des autorités politiques aux différentes initiatives

en cours constituent un autre avantage. Aussi, ce pays constitue un lieu particulier pour la mise en place de projets cohérents et d'initiatives en matière d'enseignement et d'apprentissage. La mission, appuyée dans son déplacement par la coordination du secteur de l'Education à l'UNESCO-BREDA, a rencontré le Représentant Coordonnateur des Nations Unies en Guinée-Bissau, M. Gana FOFONG. Ceci se situe dans le cadre de la recherche de l'intégration et de la mise en cohérence des activités entreprises par l'organisation pour le développement de l'éducation dans ce pays. L'UNESCO-BREDA a de ce fait été invitée par M. FOFANG à mûrir les réflexions pour la définition de la stratégie nécessaire.

La mission effectuée par le PADTICE en Guinée Bissau en images



1



2



3



4



5



6



7

1. Entrée UAC, côté ENS
2. Séance de travail au PNUD
3. Gana FOFANG, Représentant Coordonnateur des Nations Unies en Guinée-Bissau
4. Séance de travail avec le rectorat de l'UAC
5. Mme Odete SEMEDO et Mme Zaida PERREIRA
6. Visite des locaux affectés au PADTICE
7. Séance de travail avec le Cabinet de Monsieur Alfredo GOMES, Ministre de l'Education de la Guinée-Bissau

## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET



### LE CAMES

**UNE PLATEFORME DE REFERENCE POUR LA  
CONSTRUCTION D'UN ESPACE D'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET DE RECHERCHE DE QUALITE**

#### I. Présentation du CAMES et de son positionnement dans le système de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest

Le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), organisme d'intégration panafricaine réussie depuis sa création en 1968, a fait ses preuves.

À une époque où l'environnement technologique, social et économique concourt au regroupement stratégique par zone d'intérêt, pour plus d'efficacité et de pertinence, le CAMES apparaît aujourd'hui comme un bon investissement réalisé par les pères fondateurs, qui avaient pour souci d'harmoniser les politiques d'enseignement supérieur des pays membres, actuellement au nombre de dix-neuf.

Dans la zone géographique de l'Afrique de l'Ouest seule, le CAMES compte neuf Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

La qualité étant l'aboutissement d'une conjugaison d'un ensemble de paramètres, au-delà des programmes et de la structure organique, seront également évoqués le bilan 2013 du CAMES, en matière de promotion de ressources humaines et d'accréditation des diplômes, ainsi que les partenariats.

#### Principaux organes et instances du CAMES

##### 6. Le Conseil des Ministres des Etats membres du CAMES

Le « Conseil des Ministres » regroupe tous les Ministres ayant en charge l'Enseignement Supérieur et/ou la Recherche Scientifique des pays membres. Il définit la politique générale de l'Organisation, adopte les résolutions, le budget et les textes fondamentaux.

##### 7. Le Comité Consultatif Général (CCG)

Il supervise et contrôle l'application de l'Accord portant création et organisation des Comités Consultatifs Interafricains. Ses membres sont des Recteurs ou

Présidents d'Universités et des Directeurs des Centres Nationaux de Recherche.

##### 8. Le Secrétariat Général

Organe exécutif du CAMES, il est placé sous l'autorité d'un Secrétaire Général nommé pour un mandat de cinq (5) ans, renouvelable une fois.

##### 9. Le Comité des Experts

Le Comité des Experts prépare la session ministérielle. Il est composé de deux représentants par pays membre et d'un représentant par pays ami ou institution membre.

#### Les Programmes du CAMES

##### a) Reconnaissance et Équivalence des Diplômes.

Ce programme de reconnaissance de la validité ou de l'équivalence des grades et diplômes, est subordonné à la constatation de certains critères dont l'identité dans le niveau des études, l'égalité dans la qualification du personnel enseignant, ou encore la similitude dans les conditions d'accès à l'enseignement supérieur.

##### b) Concours d'Agrégation

Mis en place pour doter les institutions d'enseignement supérieur des pays membres, d'enseignants chercheurs qualifiés dans les sciences médicales et dans les sciences juridiques, économiques et de gestion, en aménageant une voie courte pour l'accès au corps des Maîtres de conférences.

##### c) Pharmacopée et Médecine Traditionnelles Africaines

Il s'agit d'un programme de soutien à la recherche dans un domaine jugé essentiel par nos pays : la contribution à la résolution des problèmes de santé publique par la valorisation des ressources de la pharmacopée et de la médecine traditionnelles africaines.

##### d) Comités Consultatifs Interafricains

Dans ce cadre commun de gestion des carrières des enseignants et chercheurs,

les candidats sont l'objet d'une évaluation individuelle de leurs compétences scientifiques et aptitudes pédagogiques, en vue de leur inscription sur les listes d'aptitude aux différents grades de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

##### e) Ordre International des Palmes Académiques

Ce programme du CAMES a été mis en place pour témoigner sa reconnaissance aux personnalités administratives et politiques qui ont concouru à son essor et plus généralement au développement en Afrique de systèmes d'éducation de qualité.

##### f) Assurance qualité

Le CAMES a mis en œuvre en partenariat avec d'autres organismes, des ateliers de formation en vue du renforcement des capacités des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine de l'assurance qualité. Cette activité a permis au CAMES de disposer désormais d'une banque de données de thématiques abordées, qui peuvent être mises à disposition de l'espace. Depuis 2012, la réalisation durable de ces activités d'assurance-qualité a été encadrée dans un programme dédié, l'un des axes stratégiques de développement du CAMES.

##### g) Le Programme SILHOUETTE du CAMES

Ce programme de mise en place d'une doublure virtuelle du CAMES, a été impulsé par le nouveau Secrétaire Général de l'Institution et adopté en 2012, pour répondre au souci de repenser le système CAMES, et de l'adapter au nouveau contexte de la société de l'information, notamment par l'innovation et un investissement dédié à la gouvernance numérique de ses activités et de ses programmes.

Le programme Silhouette CAMES, pour plus d'efficacité dans sa mise en œuvre, s'étale sur une période de cinq ans et est constitué de projets qui participent à rendre virtuels tous les programmes et activités du CAMES.

#### II. Les acquis et les grandes réalisations du CAMES en 2013

En outre des activités telles que la mise en place des plateformes d'inscription eCAMES, l'organisation du 2nd CCG extraordinaire, les 35e CCI, le Concours d'agrégation des SJPEG, le 28ème colloque du PRED, le 28ème atelier de renforcement des capacités en Assurance-Qualité marqué par une table ronde des partenaires en charge de l'assurance qualité, la décoration des récipiendaires de l'Ordre



# LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET



Les pays membres du CAMES

International des Palmes Académiques du CAMES, la tenue des 1ères Journées Scientifiques du CAMES, la tenue de la 1ère Rencontre Internationale des Établissements Privés d'Enseignement Supérieur de l'espace CAMES, l'exécution en cours du projet PADTICE et de la convention avec l'UEMOA<sup>1</sup>, la validation du plan stratégique en Conseil des Ministres constitue le temps fort de l'année 2013. En effet, pour inscrire le label CAMES dans la durée et lui permettre d'accompagner les pays membres dans leurs objectifs, tendant à défier le sous développement, sept axes stratégiques piliers du plan stratégique du CAMES ont été adoptés par le Conseil des Ministres, en sa 30ème session tenue à Cotonou au Bénin, du 22 au 26 avril 2013 :

- Doter le CAMES d'un code d'éthique et de déontologie ;
- Moderniser la gouvernance ;
- Doter le CAMES d'une doublure virtuelle dénommée programme Silhouette du CAMES ;
- Promouvoir le programme Assurance qualité du CAMES ;
- Soutenir et valoriser la formation, la recherche et l'innovation ;
- Développer les synergies, les partenariats et des programmes innovants ;
- Accroître le rayonnement et la visibilité du CAMES.

Cela a certes un coût, mais il faut savoir le faire partager à la communauté internationale, tout en apportant notre contribution en tant qu'Africains. Il y va de la poursuite des objectifs du millénaire et de l'émergence d'une Afrique qui, non seulement n'est plus une charge à la tribune des demandeurs dans toutes les instances internationales, mais compte désormais à côté des autres continents.

<sup>1</sup> Convention sur l'état des lieux de l'enseignement supérieur, l'élaboration et la diffusion des référentiels

### III. Bilan des accréditations du CAMES en 2013

PROGRAMME	RESULTATS 2013	
	Candidatures	Admis
PRED <sup>1</sup>	151	120
CCI <sup>2</sup>	1097	925
Concours d'Agrégation Sciences Médicales <sup>3</sup>	178	134
Concours d'Agrégation Sciences Juridiques <sup>4</sup>	124	45

<sup>1</sup> Programme de Reconnaissance et d'Équivalence des Diplômes

<sup>2</sup> Comités Consultatifs Interafricains

<sup>3</sup> A eu lieu à Libreville, en 2012

<sup>4</sup> Sciences Juridiques, Politiques, Économiques et de Gestion

### IV. Les grands chantiers et projets du CAMES pour l'année 2014

À côté des programmes notamment adoptés en 2012, dont l'exécution statutaire est prévue selon un calendrier établi de longue date, se tiendra la Table ronde des partenaires techniques et financiers du CAMES, événement majeur de l'Institution pour 2014.

Prévue pour se tenir à Libreville (Gabon) sous le co-leadership des Présidents Ali Bongo Ondimba et Alassane Ouattara, l'objectif général de la Table ronde est de présenter et de discuter des principaux axes du plan stratégique de développement du CAMES, ainsi que des possibilités d'un engagement volontaire et constructif des parties prenantes. À cet égard, la table ronde permettra davantage, d'associer les parties prenantes, dès le court terme, au processus d'assurance qualité dans l'enseignement et la recherche dans le cadre intégré de pays totalement ou partiellement francophones qui constituent le CAMES.

La nouvelle dynamique impulsée par le Professeur MBATCHI depuis son arrivée à la tête du Secrétariat Général il y a un peu plus de deux ans, va plus que jamais dans le sens du positionnement du CAMES en tant qu'outil d'intégration par l'excellence de ses 4 espaces sous-régionaux, qu'il convient de préserver et de dynamiser, afin de répondre aux défis de la mondialisation en tant qu'acteurs.

### V. Les difficultés auxquelles le CAMES est confronté dans l'exercice de ses missions et la réalisation de ses projets

Le financement du fonctionnement, des activités et des programmes repose sur les contributions aléatoires des États membres.

L'ouverture à de nouveaux projets dont la réalisation du 1er plan stratégique de développement de son histoire dépendra notamment de la mobilisation de sources de financement alternatives et de l'appropriation du plan par les différents acteurs directs ou indirects.

La stratégie de financement du plan repose, sur une démarche partenariale, qui consiste à mettre autour d'une table les différents contributeurs pressentis au financement dudit plan. À cet égard, les États membres du CAMES seront entourés par les partenaires au développement, les Fondations publiques et privées intéressées par la valorisation de l'enseignement et la recherche en Afrique, ainsi que par des entreprises publiques et privées. Une telle approche, novatrice dans le mode de financement du CAMES, présente aussi l'avantage d'inaugurer une nouvelle gouvernance de l'institution.

### VI. Les principaux partenaires du CAMES

Le CAMES entretient différents partenariats avec des pays qui le soutiennent et avec des institutions internationales régionales à caractère économique ou évoluant dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Il se traduit concrètement par un appui au financement d'un programme ou par un apport technique multiforme.



Pr Bertrand MBATCHI, Secrétaire Général du CAMES

## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET

**AGENCE  
UNIVERSITAIRE  
DE LA FRANCOPHONIE**

Bureau Afrique de l'Ouest

**40** ans

Créé en 1974 à la suite de la première réunion de la Conférence des recteurs des universités francophones d'Afrique – CRUA, le Bureau régional de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) pour l'Afrique de l'Ouest est basé à Dakar, dans l'enceinte de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Il couvre douze pays et comprend des implantations dans neuf pays de la région : Côte d'Ivoire, Mali, Guinée (Conakry), Bénin, Sénégal, Togo, Niger, Mauritanie et Burkina Faso.

En Afrique de l'Ouest, 63 établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont membres de l'AUF.

Le Bureau Afrique de l'Ouest développe des activités qui couvrent tous les domaines de l'action universitaire : la formation, la recherche, la gouvernance universitaire et la vie associative.

Ses actions donnent la priorité à l'élaboration et au développement des projets structurants au profit de ses établissements membres.

Le Bureau Afrique de l'Ouest a noué des partenariats avec d'autres institutions internationales et/ou régionales œuvrant dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment : l'Agence Française de Développement (AFD), le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'Association des Universités Africaines (AUA), Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), etc.

thème « Management de la qualité dans les universités africaines par la Gouvernance et l'Évaluation ». Ce colloque fait suite à une des recommandations du séminaire convoqué par l'AUF, à Bucarest (Roumanie) les 16 et 17 novembre 2012 sur le thème « La fin des classements ? De la compétition à la coopération universitaire ».

Plusieurs organisations régionales et sous-régionales en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche ont également pris part à ce séminaire. Il s'agit de : (i) l'Association des Universités Africaines (AUA) ; (ii) le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ; (iii) la Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI) ; (iv) le Réseau Inter-universitaire des Grands Lacs (RIGL) ; (v) le Réseau pour l'Excellence de l'Enseignement Supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO) et (vi) l'Université Panafricaine (UPA).

À l'issue de cette rencontre, plusieurs recommandations ont été dégagées.

Les participants ont appelé à travailler en synergie afin de dégager une approche en matière de management de la qualité répondant aux standards internationaux et adaptée aux contextes des pays francophones. Ils ont également appelé l'AUF à sensibiliser les « décideurs politiques » des pays francophones sur l'approche « Management de la qualité » dans les universités africaines par la gouvernance et l'évaluation. Enfin, les participants ont appelé les universités francophones à une réforme des textes législatifs et réglementaires portant sur l'organisation et le fonctionnement des universités africaines afin de leur permettre d'être autonomes financièrement et de se positionner pour mobiliser par elles-mêmes leur ressources.

La prochaine rencontre se tiendra les 25 et 26 février 2014 à l'Université du Burundi (Bujumbura), sur invitation du Réseau inter-universitaire des Grands-Lacs (RIGL). Elle permettra de poursuivre la réflexion en vue de l'élaboration d'un projet pilote d'évaluation d'une dizaine d'universités africaines.

### II. Les écoles doctorales à l'épreuve de la pratique

Le Bureau Afrique de l'Ouest (BAO) de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) a réuni les 02 et 03 décembre 2013, au Campus numérique francophone de l'AUF à Dakar, les écoles doctorales du Sénégal dans le cadre d'un séminaire national sur l'enseignement supérieur et la recherche ayant pour thème

## Rétrospectives sur les grandes réalisations du BAO en 2013

### I. Le Management de la qualité dans les universités africaines par la Gouvernance et l'Évaluation



Colloque international sur le thème « Management de la qualité dans les universités africaines par la Gouvernance et l'Évaluation »

Du 18 au 19 Novembre 2013, le Bureau Afrique de l'Ouest (BAO) de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) a

organisé à Dakar, en collaboration avec l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD), un colloque international sur le



## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET



Les écoles doctorales à l'épreuve de la pratique

« Les écoles doctorales à l'épreuve de la pratique ».

Présidé par le Pr. Saliou Ndiaye, Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Représentant le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce séminaire s'est tenu en présence du Secrétaire général du CAMES, du Directeur régional du Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF, des Directeurs des écoles doctorales et des Responsables des formations doctorales des universités publiques du Sénégal.

L'objectif principal du séminaire a été de « soutenir les établissements d'enseignement supérieur et de recherche francophones d'Afrique de l'Ouest et du Sénégal en particulier à travers un cadre partagé pour la gestion pédagogique et administrative des écoles doctorales ».

À l'issue de la rencontre, le Directeur régional a invité les participants à partager les expériences et les bonnes pratiques afin de relever ensemble, de manière concertée et ciblée, les défis auxquels font face aujourd'hui les écoles doctorales en Afrique.

« Le Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF compte à travers ce séminaire susciter le partage de pratiques et d'expériences sur les écoles doctorales afin de produire des recommandations pour une meilleure redéfinition des modèles pédagogiques et administratifs », a-t-il dit.

Au nom du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Recteur de l'UCAD a salué et félicité l'AUF pour cette initiative qui renforce les liens entre les écoles doctorales du Sénégal.

Le Pr. Bertrand MBATCHI, Secrétaire général du CAMES, après avoir manifesté son intérêt pour les recommandations du Colloque, a souligné que celui-ci s'inscrit dans la droite ligne du plan CAMES d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur.

Au titre des recommandations, les participants ont appelé les pouvoirs publics à élaborer et à mettre en œuvre une véritable politique nationale de recherche, incluant la recherche académique. Ils ont également proposé la création d'un OBSERVATOIRE national des diplômés des écoles doctorales

et d'une structure correspondante dans chaque université.

### III. Renforcement des compétences en français



Renforcement des compétences en français

Dans le cadre son projet « Renforcement des compétences en français », le Bureau Afrique de l'Ouest à travers ses Campus numériques Francophones de Nouakchott et d'Abidjan, a organisé en collaboration avec l'Université de Nouakchott et l'Université Félix Houphouët-Boigny, deux ateliers au profit des départements d'études françaises des universités de la région Afrique de l'Ouest.

Le premier atelier de travail et d'échange, tenu à Nouakchott du 08 au 12 décembre 2013, a regroupé douze (12) participants venus de la Mauritanie, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Il constitue la première phase d'un processus qui se poursuivra en 2014 afin d'aboutir à l'élaboration et à l'harmonisation des maquettes de licences et de masters d'études françaises dans ces différents pays.

Le Second atelier tenu à Abidjan du 6 au 11 Janvier 2014 est relatif à la mise sur pied d'un « Master régional de didactique du français langue seconde/étrangère (FLS / FLE) ».

### Projets du BAO en 2014

L'année 2014 marque les 40 ans d'existence du Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF.

Tout au long de cette année, le BAO entend développer des projets structurants concourant à l'atteinte des objectifs stratégiques de la programmation 2014-2017.

Au total, 18 projets ont été élaborés au profit des établissements membres de l'Agence dans la région, suivant quatre axes qui orientent les activités de programmation quadriennale 2014-2017, qui sont : la formation, la recherche, la gouvernance universitaire et le Rayonnement international et Vie associative.



## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET

### UNIVERSITE VIRTUELLE AFRICAINE TRAVAILLER A TRAVERS TOUTE L'AFRIQUE : AU-DELA DES OBSTACLES TECHNOLOGIQUES, LINGUISTIQUES ET CULTURELS



### PRINCIPAUX ACQUIS ET GRANDES RÉALISATIONS DE L'UNIVERSITÉ VIRTUELLE AFRICAINNE EN 2013

En 2013, l'UVA a procédé au lancement officiel dans 19 pays de la Phase II de son Projet Multinational, projet financé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 15,6 millions de dollars US. Ce projet, qui fait suite à une phase I mise en œuvre entre 2005 et 2009, vise à renforcer les capacités de l'UVA et d'un réseau de 27 institutions à offrir et gérer des programmes d'enseignement et de formation de qualité intégrant les TIC, dans 21 pays africains. Il s'articule autour des activités suivantes : (1) création de nouveaux Centres de formation ouverte et à distance, et en eLearning (FOADeL) et/ou modernisation des anciens centres d'apprentissage de l'UVA existants, et mise à la disposition des Institutions participantes au projet d'une connectivité Internet; (2) élaboration et/ou amélioration, et offre de quatre programmes intégrant les TIC: Programme de Formation Professionnelle au FOADeL (FP-FOADeL, anciennement intitulé « Programme de renforcement des capacités de l'UVA (PRECA) »); Programme de Formation des Enseignants, Programme de Sciences Informatiques Appliquées et Programme sur la Gestion de la Paix et la Résolution des Conflits ; (3) Intégration des questions de Genre ; (4) Recherche et Développement ; (5) Promotion et élaboration de Ressources Éducatives Libres (REL); et (6) Renforcement des capacités de l'UVA.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce Projet, l'UVA a organisé en 2013 plusieurs événements importants, dont : des ateliers de sensibilisation aux REL dans 19 pays ; un atelier de cartographie, de révision et de conception des curricula pour les programmes de formation des enseignants et de sciences informatiques appliquées ; la tenue de la 1ère Conférence Internationale de l'UVA sur la formation ouverte, à distance et le eLearning - la conférence a donné aux participants l'occasion de diffuser leur recherche et de partager sur différentes activités et projets innovants; la tenue du 1er atelier organisé dans le cadre du programme de formation professionnelle au FOADeL au profit de dix-sept (17) universités africaines et visant à renforcer les capacités des participants dans l'élaboration, la livraison et la gestion de programmes de formation ouverte, à distance et de e-learning. L'UVA a également complété en 2013 le processus d'acquisition des équipements qui seront déployés dans les Centres FOADeL qui seront créés dans les institutions partenaires dans le cadre du Projet.

#### PRÉSENTATION DE L'UVA

Basée à Nairobi, au Kenya, et disposant d'un Bureau régional à Dakar, au Sénégal, l'Université Virtuelle Africaine (UVA) est une Organisation Intergouvernementale panafricaine créée par une Charte et ayant pour mandat d'accroître significativement l'accès à un enseignement supérieur et à une formation de qualité grâce à l'utilisation novatrice des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

L'UVA vise à devenir le principal réseau panafricain de la Formation Ouverte, à Distance et du eLearning (FOADeL) et s'est fixée pour cela la mission de faciliter l'utilisation de la formation ouverte, à distance et du e-learning dans les institutions panafricaines d'enseignement supérieur.

La Charte, portant création de l'UVA en tant qu'organisation intergouvernementale a été signée jusqu'ici par dix-huit (18) États africains, à savoir le Kenya, le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, le Mozambique, la République Démocratique du Congo, le Bénin, le Ghana, la République de Guinée, le Burkina Faso, le Niger, le Soudan du Sud et le Soudan, la Gambie, la Guinée Bissau, et le Nigeria..



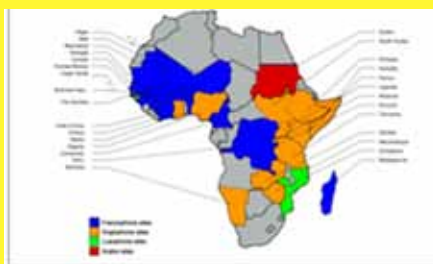
De gauche à droite : Dr. Atieno Adala, Gestionnaire du Département Recherche et Développement de l'UVA, Dr. Bakary Diallo, Recteur de l'UVA, Professeur. Rogerio Uthui, Président du CA de l'UVA, Mme Fenny Mwakisha, Directeur de l'Enseignement Supérieur, Ministère de l'Enseignement du Kenya et Dr. Beatrice Khamati Njenga, Chef de la Division Enseignement de la Commission de l'Union Africaine lors de la cérémonie d'ouverture de la 1ère Conférence Internationale de l'UVA.

#### PRÉSENCE DE L'UVA EN AFRIQUE

Les objectifs stratégiques généraux de l'UVA sont les suivants :

1. Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation continue en Afrique en ciblant, simultanément à partir de plusieurs sites, un nombre important d'apprenants et de professionnels,
2. Faciliter l'accès à des ressources de formation ouverte, à distance et du e-learning qui sont de qualité supérieure et adaptées à l'Afrique,
3. Renforcer les capacités des institutions africaines d'enseignement supérieur,
4. Valoriser et assurer la durabilité d'un réseau d'Institutions partenaires,
5. Créer des partenariats avec des institutions susceptibles d'apporter un soutien à la Mission de l'Université virtuelle africaine et assurer leur durabilité,
6. Entreprendre des activités de recherche et d'évaluation sur le Continent africain,
7. Mettre en place et soutenir une organisation de l'Université virtuelle africaine déterminée et efficace,
8. Créer et mettre en œuvre une stratégie de collecte de fonds à l'appui de tous les objectifs susmentionnés, en donnant la priorité aux Gouvernements africains, au Secteur privé et aux Organisations internationales.

Ces objectifs sont ceux qui s'appliquent à tous les pays et institutions partenaires dont ceux de l'Afrique de l'Ouest.



Présence de l'UVA en Afrique

## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET



Au cours de l'année 2013, l'UVA a également délivré plusieurs programmes académiques (Certificat en Énergies Renouvelables, Certificats en Intégration des TIC en Éducation, Programme de Formation des Enseignants, livrés avec les IPs) et a offert plusieurs bourses pour ces programmes.

Pour son expertise dans le domaine de l'éducation virtuelle, l'Université Virtuelle Africaine a également été choisie par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique pour une vaste consultation sur un projet (projet VUCCnet) de mise en œuvre d'une université virtuelle pour la lutte contre le cancer et la création d'un réseau régional de formation sur le cancer, afin de contribuer à remédier au manque de ressources humaines en Afrique

Quant au renforcement de ses liens institutionnels, il est à noter que trois Gouvernements ont signé la Charte de l'UVA en 2013 : la Gambie, la Guinée-Bissau et le Nigéria.

Aussi, plusieurs institutions d'enseignement supérieur ont signé l'accord d'adhésion de l'UVA, faisant d'elles des membres officiels du Réseau de l'UVA, notamment : l'Université d'Abomey Calavi (Bénin), l'Université de Ouagadougou & l'Institut des Sciences de Ouagadougou (Burkina Faso), l'Université de Douala (Cameroun), l'École Normale Supérieure de Bamako (Mali), l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger), l'Institut Supérieur Pédagogique de Gombe (RDC), Universidade de Cabo Verde (Cap-Vert) et Escola Superior da Educacao (Guinea-Bissau).

Enfin, en 2013, l'UVA a signé des Protocoles d'Accord avec les organisations suivantes:

1. International Council for Distance Education
2. African Council for Distance Education
3. Michigan State University
4. UbuntuNet Alliance
5. African Network for Internationalization of Education
6. Madrid Open University

Notons que l'UVA a reçu plusieurs distinctions, dont le Prix d'excellence 2013 décerné par l'organisation internationale Open Courseware Consortium (OCWC), une organisation regroupant près de 300 universités à travers le monde et œuvrant dans le domaine de l'éducation ouverte,

pour son module de Physique atomique développé en tant que REL dans le cadre du Programme de Formation des Enseignants lors de la Phase I du Projet Multinational ; et un trophée décerné par l'USAID pour sa qualité de partenaire privilégié.

Autre distinction, le Recteur de l'UVA, Dr Bakary Diallo, a été élu membre du Conseil d'administration du OCWC.

### LES GRANDS CHANTIERS ET PROJETS DE L'UVA POUR L'ANNÉE 2014

Au cours de l'année 2014, l'UVA s'est fixée comme défi la mise en œuvre de plusieurs grands chantiers, dont entre autres : la livraison des Centres FOADeL ou la mise à niveau des anciens Centres UVA en Centres FOADeL dans les 27 IPs de la Phase II, la tenue de sa 2ème Conférence Internationale et du dernier atelier de la Formation Professionnelle aux FOADeL et le développement des contenus pour le programme de Formation des Enseignants, le programme de Sciences Informatiques Appliquées et le Programme sur la Gestion de la Paix et la Résolution des Conflits. Aussi, l'UVA vise en 2014 à continuer l'octroi de bourses d'études aux étudiants pour leur inscription dans ses programmes, notamment pour encourager la participation de femmes dans les programmes scientifiques.

Autre chantier, l'UVA va mettre en place à son siège, un laboratoire d'apprentissage mobile pour l'innovation dans l'enseignement virtuel.

Enfin l'UVA va compléter la définition de son Cadre d'Assurance Qualité et continuera à œuvrer à son plan de faire de l'UVA une université à part entière.

### LES PARTENAIRES DE L'UNIVERSITÉ VIRTUELLE AFRICAINE.

L'UVA a trois catégories de membres : les États membres, les institutions partenaires et les partenaires stratégiques. Les institutions partenaires se répartissent entre Partenaires académiques et Partenaires non académiques.

L'UVA dispose présentement d'un réseau de partenaires regroupant d'importantes organisations multilatérales et bilatérales, plus de 50 institutions africaines d'Enseignement supérieur ainsi que des organisations non gouvernementales internationales et régionales, des donateurs et autres partenaires stratégiques.

Quelques partenaires de l'Université Virtuelle Africaine

La Banque Africaine de Développement, OpenCourseWare Consortium (OCWC), le Massachusetts Institute of Technology (MIT) Learning International Networks Consortium, Korea Education & Research Information Service (KERIS), International Council for Distance Education (ICDE), Athabasca University.

### CONCLUSION

Malgré les difficultés que rencontre l'UVA dans la mise en œuvre de ses activités, notamment les difficultés liées au manque d'infrastructures TIC et de connectivité de qualité dans certains pays, l'UVA entend promouvoir et travailler, avec professionnalisme, passion et efficacité à un accès plus facile à l'enseignement supérieur en Afrique.

L'UVA compte réaliser sa mission en œuvrant en partenariat avec les pays membres, les institutions partenaires et les partenaires qui lui apportent un appui dans ce domaine.



Son Excellence Madame le Professeur Ruqayyatu Ahmed Rufa'i OON, Ministre de l'Enseignement du Nigeria et Dr Bakary Diallo, Recteur de l'UVA, lors de la cérémonie de signature, dans les locaux du Ministère, du protocole d'adhésion qui a fait du Nigeria le 18e pays membre de l'Université



Nairobi, 14 novembre 2013, L'UVA forme des universitaires africains à livrer des programmes de formation ouverte, à distance et de e-learning



## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET



### WACREN

**UNE INFRASTRUCTURE DE POINTE ET  
DESSERVICES DE QUALITE POUR L'EDUCATION  
ET LA RECHERCHE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET  
DU CENTRE**



**Dr Boubacar BARRY, Directeur  
Général de WACREN**

*Boubakar Barry est le Directeur Général de WACREN, le Réseau d'Education et de Recherche de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Avant de rejoindre WACREN, Boubakar Barry était Directeur du Centre de Calcul Informatique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), puis Coordonnateur de l'Unité Réseaux d'Education et de Recherche de l'Association des Universités Africaines (AUA). Il est également Administrateur de NIC Sénégal qui gère le domaine de 1er niveau du Sénégal (.sn).*

### PRESENTATION DU WACREN

Les réseaux d'éducation et de recherche (RENS : Research and Education Networks)

L'éducation et la recherche sont reconnues comme étant les principaux leviers pour la création de connaissances, l'innovation technologique et le développement socio-économique. Elles exigent aujourd'hui l'utilisation intensive des TIC et la collaboration internationale. La connectivité est donc devenue une base fondamentale pour les activités éducatives et de recherche.

La mise en place de réseaux d'éducation et de recherche est considérée comme une approche efficace pour la mise à disposition d'une connectivité adéquate pour la recherche et l'enseignement supérieur. La mise en place en Europe, en Asie, dans

les Amériques et récemment en Afrique et dans les Caraïbes de plus d'une centaine de réseaux nationaux d'éducation et de recherche (NRENS : National Research and Education Networks) ainsi que de réseaux régionaux l'atteste.

Les RENS, nationaux et régionaux, sont des outils précieux pour mettre en relation les chercheurs et promouvoir la collaboration au niveau national, régional, continental et international. Au-delà de l'intérêt de bénéficier de connexions à haut débit à des coûts abordables, les établissements participants aux NRENS peuvent accéder aux innombrables ressources et services du réseau mondial de l'éducation et de la recherche. Ceci permet non seulement de faire des économies d'échelle, mais également d'améliorer de manière jamais égalée les conditions de travail des chercheurs, étudiants et autres membres de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche.

### CONSEQUENCES DE L'ABSENCE DE NRENS

Malheureusement, en ce qui concerne le développement des NRENS, l'Afrique de l'Ouest et du Centre est très en retard par rapport aux autres régions du monde (y compris en Afrique même). L'absence de NRENS performants s'appuyant sur une infrastructure réseau et des services de qualité a des répercussions négatives sur la communauté universitaire et de recherche de la région:

- Un coût élevé de la connectivité aussi bien pour l'Internet public que pour le trafic exclusivement dédié à l'éducation et la recherche (cette dernière composante est même complètement inexistante en ce moment);
- Une bande passante insuffisante pour soutenir l'enseignement, l'apprentissage et la recherche;
- L'exclusion des étudiants, des enseignants et des éducateurs de l'accès aux ressources éducatives et de recherche disponibles à

l'échelle mondiale;

- Des échanges de connaissances et un partage de contenus très limités entre les chercheurs et les éducateurs de la région et leurs pairs à travers le monde;
- Une diffusion insuffisante et une valorisation limitée des contenus locaux disponibles;
- Une infrastructure et des activités de recherche inadéquates pour répondre aux défis croissants de développement socio-économique et ceux liés à l'environnement;
- Une Interaction inadéquate entre la communauté universitaire et de recherche, l'industrie et les gouvernements pour relever les défis de développement régionaux et nationaux, y compris l'employabilité des diplômés.

La création de NRENS contribuera de manière significative à relever ces défis, favoriser l'accès au haut débit pour les institutions universitaires et de recherche et la mise à disposition de services clés tels que l'enseignement à distance et les bibliothèques numériques. Elle contribuera également à briser l'isolement des chercheurs de la région, en leur permettant de participer à des projets de recherche à l'échelle mondiale qui nécessitent l'utilisation de réseaux d'éducation et de recherche pour communiquer, échanger des données et accéder à des équipements à distance.

En effet, de plus en plus de projets de recherche de pointe à l'échelle mondiale impliquent des équipes de recherche pluridisciplinaires disséminées à travers le monde. Ces projets s'appuient généralement sur le réseau mondial d'éducation et de recherche constitué des divers réseaux régionaux. Ne pas faire partie d'un tel réseau signifie tout simplement rater d'énormes opportunités et se mettre en marge de ce qui se fait de mieux en terme de recherche dans le monde.

L'autre avantage des réseaux d'éducation et de recherche est que généralement, les ressources sont rares dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche africains. Ceci s'applique non seulement pour les infrastructures et les équipements, mais également pour les ressources humaines. Une infrastructure réseau de qualité permet de mutualiser ces ressources. Des équipements onéreux pourraient être accédés et utilisés à distance et des cours magistraux à partir d'une université pourraient être suivis en temps réel par des étudiants d'autres universités situées à des milliers de kilomètres.

Les réseaux d'éducation et de recherche

## LA VIE DES PARTENAIRES DU PROJET



### WACREN

**UNE INFRASTRUCTURE RESEAU DE POINTE ET DES SERVICES DE QUALITE POUR L'EDUCATION ET LA RECHERCHE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

permettent également à la diaspora africaine à travers le monde de contribuer au développement de leurs pays d'origine, ce en donnant des séminaires et conférence à distance, participer à des soutenances de mémoires et de thèses à distance.

Enfin, pour donner un dernier exemple du potentiel des réseaux d'éducation et de recherche : ils peuvent contribuer à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur qui connaît une forte demande, tout en réduisant la massification; ce, en mettant à disposition une infrastructure de qualité pour l'enseignement à distance, intégral ou hybride.

### WACREN: LE RESEAU DE L'EDUCATION ET DE RECHERCHE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

La création d'un réseau d'éducation et de recherche régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a été une préoccupation majeure de l'Association des Universités Africaines (AUA) depuis plusieurs années. En effet, à côté de ses activités de renforcement du réseau d'éducation et recherche de l'Afrique Australe et de l'Est (UbuntuNet Alliance), l'AUA a œuvré pour la mise en place d'un réseau similaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le processus de mise en place WACREN a commencé en 2006 lors d'un atelier de REN régional organisé par l'AUA à Accra. Cependant, après plusieurs péripéties, WACREN n'a été créé qu'en Août 2010 en tant qu'organisation à but non lucratif.

WACREN poursuit des objectifs visant à contribuer à l'amélioration et au développement du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche en l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Ces objectifs peuvent être résumés comme suit :

- La mise en place de NRENs partout en Afrique de l'Ouest et du Centre;
- La mise à disposition aux établissements de recherche et d'enseignement d'un réseau de communication de pointe;
- L'interconnexion de WACREN avec les autres réseaux régionaux d'éducation

et de recherche tels que UbuntuNet Alliance, ASREN, GEANT, Internet2, RedClara, C@ribNET et APAN;

- La fourniture de services réseau et d'applications de pointe pour promouvoir la recherche, l'éducation, la production de contenus et la collaboration nationale, régionale, continentale et internationale ;
- Le renforcement des partenariats et la promotion de la recherche scientifique conjointe à tous les niveaux afin de bâtir des communautés de recherche visant à résoudre les problèmes socio-économiques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

### WACREN ET LES RESEAUX NATIONAUX D'EDUCATION ET DE RECHERCHE DE LA REGION

La mise en place de WACREN a joué un rôle très positif dans la création de réseaux nationaux d'éducation et de recherche (NRENs) en Afrique de l'Ouest et du Centre. A ce jour, 8 NRENs ont été officiellement mis en place: GARNET (Ghana), snRER (Sénégal), MaliREN (Mali), NigerREN (Niger), RITER (Côte d'Ivoire), GabonREN (Gabon), TogoRER (Togo) et NgREN (Nigeria). Un processus pour la mise en place d'un NREN au Bénin (RerBénin) a été entamé récemment, la Guinée, le Tchad et le Cap-Vert étant également sur le point de lancer un processus similaire.

Avec sa récente évolution organisationnelle (nouveau Conseil d'Administration et la nomination d'un Directeur Général), WACREN est à un tournant décisif de son développement. Toutefois, sa capacité doit être renforcée à travers un secrétariat efficace disposant de ressources humaines de qualité aptes à traduire en réalité ses ambitions et objectifs, au service de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

### EFFETS BENEFIQUES DU DEVELOPPEMENT DE WACREN

Les implications sociétales du développement de WACREN seront profondes dans le moyen et long terme. La mise en place d'un secrétariat entièrement fonctionnel de WACREN et les services qu'il va pouvoir délivrer à la communauté de l'éducation et de la recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre va créer un environnement propice à un enseignement, un apprentissage et une recherche de qualité dans la région.

Ceci mènera sans aucun doute à :

- L'augmentation des compétences des diplômés, ce qui permettra d'augmenter leur employabilité et la réduction du chômage des diplômés;
- L'amélioration de la qualité de la recherche, ce qui va conduire à de meilleures réponses aux besoins socio-économiques pressants de l'Afrique tels que la sécurité alimentaire, la santé, les énergies renouvelables, la protection de l'environnement et la gouvernance. Tout ceci mènera logiquement à une plus grande compétitivité de la recherche africaine au niveau mondial;
- L'amélioration de la visibilité de la production de contenus africains et les résultats de la recherche africaine.

La mise en place de l'infrastructure de WACREN se traduira également par la disponibilité d'un bien public régional de haute qualité qui aura un impact certain sur la compétitivité du secteur des TIC ainsi que sur la gouvernance, les politiques et cadres réglementaires qui régissent ce secteur.

Ces questions et encore bien d'autres seront discutées lors de la première Conférence de WACREN et son Assemblée Générale Annuelle qui seront organisées les 13 et 14 Mars 2014 à Lomé, en collaboration avec TogoRER.

Des informations détaillées sur ces réunions sont disponibles sur le site web de WACREN à <http://www.wacren.net>.





## NOUVELLES DES UNIVERSITES DE L'ESPACE UEMOA

### UNIVERSITE AMILCAR CABRAL (UAC) DE GUINNEE-BISSAU



#### INTRODUCTION

Créée par le décret-loi n°6/99 du 6 Décembre 1999, l'Université Amílcar Cabral a été inaugurée en Septembre 2003 et a démarré ses activités en Mars 2004.

Après une longue période de fermeture qui durera six (06) ans, le rectorat de l'UAC a repris ses activités depuis plus d'un an en multipliant des contacts et des audiences au plus haut sommet de l'Etat et auprès de potentiels partenaires de l'Université, afin de bénéficier de leur soutien pour le développement de cet établissement public d'enseignement supérieur.

Le développement du secteur éducatif est une priorité de développement de l'Etat Bissau-guinéen.

Selon les statistiques, entre 1990 et 2011, la population de la Guinée-Bissau est passée de 0,98 million à 1,66 millions d'habitants environ. Au cours de la même période, la proportion de jeunes de moins de 25 ans est passée de 50% à 60%.

Le nombre d'étudiants du tertiaire est passé de 0 à 463. Cependant, la part du budget national attribué à l'éducation est de 16% (soit 3,2% du PNB qui est estimé à \$952 US en 2011).

L'UAC a entamé une vaste restructuration ainsi que la réhabilitation des locaux qui doivent abriter ses différents directions et services y compris ceux prévus pour le fonctionnement de la Direction du Système d'Information. Cette réhabilitation implique aussi l'aménagement de son espace physique qui est en état de dégradation.

Aussi, l'UAC a signé l'Acte Constitutif d'intégration des Facultés et Ecoles publiques en son sein en tant qu'unités organiques. Il s'agit : de la Faculté de Droit de Bissau (FDB), de la Faculté de Médecine (FM), de l'Ecole Nationale D'administration (ENA) et

l'Ecole Supérieure de l'Education (ESE) qui, elle-même, est en phase de restructuration.

En prélude au démarrage effectif des enseignements dans ses différentes Facultés, l'UAC prévoit une phase de cours préparatoires à l'attention des étudiants qui souhaiteraient suivre des cours dans les domaines ci-après : (a) Technologie de l'Information et de la Communication (Licence en Informatique et Télécommunication avec les options en « Système et Informatique » et « Réseaux et Sécurité »), (b) Sciences de la Terre (Licence en Sciences Agricoles et Environnementales); (c) Sciences Médicales (Médecine, Laboratoire, et Soins Infirmiers Supérieurs); (d) Langues, Littérature et Cultures (Licence en « Langues, Littérature et cultures portugaises » et « Langues et Cultures anglaise et portugaise »).

Pour assurer le démarrage des cours, des groupes d'experts ont été formés et répartis par domaines scientifiques dans le but de travailler, entre autres, sur l'organisation de curricula, de filières, des cours et sur la préparation de conférences thématiques.

#### ACTIONS A COURT TERME ET PERSPECTIVES

Pour l'année 2014, en collaboration avec son Ministère de tutelle, les efforts de l'UAC seront axés sur :

- La réhabilitation des infrastructures de l'Université et son équipement en meubles et matériel informatique ;
- La mise en place d'une bibliothèque numérique et l'équipement des salles d'accès en matériel informatique de qualité pour soutenir les activités pédagogiques.
- L'élaboration des termes de référence pour la mise en œuvre du système LMD, soutenu par le projet PAES de l'UEMOA ;
- Réussir l'implémentation du PADTICE qui constitue un axe important pour le développement de l'UAC.

En termes de ressources humaines (RH), l'université prévoit aussi le renforcement des capacités de son personnel. Cette action sera menée en collaboration avec les techniciens et les enseignants des universités de la sous-région. Les bénéficiaires directs de ces formations seront les techniciens et les enseignants du domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), surtout ceux chargés d'assurer la sécurité des réseaux de l'UAC afin de faire

un meilleur usage des ressources mises à disposition par le biais des TIC en donnant la priorité à l'implémentation du projet PADTICE-UEMOA/UNESCO ainsi qu'au système LMD.

#### LES PARTENARIATS

En termes de partenariats, l'UAC compte sur le soutien et l'Appui de ses partenaires que sont l'UEMOA et l'UNESCO. Dans l'avenir, elle pourra compter sur la collaboration d'autres partenaires au niveau national ainsi que sur celle de l'Université Virtuelle Africaine (UVA).

Dans le cadre du projet PADTICE-UEMOA/UNESCO, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et l'UAC espèrent la mise en place de la bibliothèque numérique compte tenu de la croissante demande du pays en matière d'enseignement supérieur. Cela permettra de répondre au besoin de la population qui est d'accéder au savoir universel et dans une perspective à long terme, de doter les universités du pays d'outils de communication et de partage du savoir.

Avec notre partenaire, l'UVA, nous sommes en train de mettre en place l'Institut de Formation Ouverte à Distance (e-Learning) afin de dispenser des cours en ligne.

#### CONCLUSION

L'Université Amical Cabral est en phase de restructuration et de réorganisation. Cependant, dans les unités organiques que sont les écoles et instituts qui la composent, les activités s'y déroulent normalement.

En dépit des difficultés économiques et politiques que traverse le pays, l'UAC a besoin d'accompagnement de la part des partenaires au développement pour mener son projet à terme : (a) Réhabilitation de l'espace physique; (b) Achèvement la mise en place des systèmes de gouvernance académique, administrative, financière et sociale de l'Université; (c) Acquisition de moyens matériels et didactiques performants.



Mme Odete SEMEDO, Rectrice de l'Université Amílcar Cabral de Guinée-Bissau

# NOUVELLES DES SYSTEMES D'INFORMATION DES UNIVERSITES DE L'UEMOA

## SERVICE CENTRAL DE L'INFORMATIQUE, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR L'ENSEIGNEMENT (SCI/TICE)

Le Service Central de l'Informatique, des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (SCI/TICE) a été créé par arrêté Rectoral N 417 du 22 juin 2012. Il est placé sous la tutelle du Recteur de l'UAM.

Le SCI/TICE a pour mission:

1. De centraliser toutes les activités informatiques de l'université Abdou Moumouni de Niamey;
2. De promouvoir les TICs au sein de la Communauté Universitaire pour les besoins de formation, de recherche et d'expertise;
3. De Faire participer l'Université à l'Avènement de la société des connaissances pour mieux impulser le Développement National;
4. De Valoriser les Ressources Humaines par l'utilisation de l'outil informatique;
5. D'offrir des services aux Enseignants-Chercheurs (Logiciels, cours, formation, traitement de données) par la production de logiciels et la Publication Assistée par Ordinateur (PAO);
6. D'assurer la formation des étudiants, la formation continue et le recyclage de personnel administratif et technique;
7. D'offrir des formations certifiantes et ou diplômantes;
8. D'assurer la maintenance du parc informatique de l'Université;
9. D'offrir des prestations à la demande.

Il est organisé et subdivisé en cellules que sont :

### I. Cellule Infrastructures Réseaux, Téléphonie, Services de Base & Systèmes d'Information et de Gestion (IRTS & SIG), chargée de :

- Gérer l'infrastructure, le déploiement et le fonctionnement du réseau de l'Université;
- Héberger et exploiter les serveurs communs : annuaire, application de gestion, web, mail, DNS, Moodle, ENT,...;
- Gérer le Système d'Information ;



- Gérer les applications de gestion (Scolarité, comptabilité, GRH...);

- Développer des applications.

### II. Cellule Gestion des Parcs Informatiques & Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (GPI & TICE), chargée de :

- Réceptionner et installer le matériel informatique commandé ;

- Réparer tout le matériel informatique endommagé et appartenant à l'Université ;

- Assurer l'installation et la mise à niveau des logiciels ;

- Etablir régulièrement l'inventaire du matériel informatique ;

- Assister les utilisateurs ;

- Sensibiliser aux outils TICE;

- Développer des outils pédagogiques;

- Gérer les FOAD et Audiovisuels;

- Former et assister les utilisateurs.

*Ils travaillent en collaboration avec les services TICE des facultés, Ecole et Instituts*

### III. Cellule Formation et Consultation (FC), chargée de :

- Organiser des formation certifiantes et ou diplômantes ;

- Offrir des prestations diverses.

### LES ACQUIS DU SERVICE

Conformément à la politique informatique du Rectorat nous intervenons dans :

- L'organisation de sessions de formation à l'endroit des étudiants et du Personnel Administratif;

- L'installation du matériel informatique didactique dans les facultés;

- La maintenance du parc informatique de l'université;

- La Gestion de l'Internet

Nous disposons: (a) d'un site web ([www.uam.refer.ne](http://www.uam.refer.ne)) hébergé pour le moment au campus numérique; (b) d'un réseau local connecté à la fibre optique desservant l'Université sur une distance de liaison s'élevant à 2500m; (c) d'une salle informatique entièrement connectée à Internet permettant ainsi aux étudiants de compléter leurs cours par des travaux de recherche; (d) l'Université Abdou Moumouni est connectée à internet via la SONITEL avec une bande passante de 10Mb/s.

### LES GRANDS CHANTIERS

Ces différentes activités se résument comme suit:

Mise en place d'une salle de vidéoconférence permettant aux enseignants et étudiants de bénéficier des conférences et autres activités scientifiques réalisées dans les universités arabes et européennes;

Interconnexion des autres entités distantes au dispositif central par liaison radio, rentrant ainsi dans le cadre la centralisation de toutes activités de l'Université;

Développement d'une application de gestion des courriers;

Etude de la mise en place d'un intranet qui



## NOUVELLES DES SYSTEMES D'INFORMATION DES UNIVERSITES DE L'UEMOA

va être constitué de services suivants : un serveur DNS, un serveur de messagerie, un serveur web, un serveur de base de données, un serveur de fichier, un serveur d'annuaire, et une liste de diffusion;

Ces différents services permettront à l'Université Abdou Moumouni de pouvoir tout d'abord héberger son propre site web; de permettre à la communauté universitaire (Enseignants, Personnels administratif et Etudiants) de disposer chacun d'un compte afin de faciliter leur communication, leur collaboration et la gestion de leur travail. Nous assisterons ainsi à une amélioration des processus de travail car l'information devient unique, numérique, centralisée et accessible, mais aussi à une économie de moyen, un gain de temps et d'efficacité pour les délais de production, de diffusion et de mise à jour de l'information.

### NOS PROJETS

Pour l'année 2014, nous avons le projet de: (a) Mise en place d'un intranet qui portera les services déjà cités dans l'étude de sa réalisation (cf. les grands chantiers); (b) Etude et Mise en place d'une plateforme pédagogique; (c) Développement d'une application de gestion des ressources humaines; (d) numérisation de la bibliothèque de l'Université

### NOS DIFFICULTES

Les difficultés dont nous faisons face dans l'exercice de nos missions sont diverses et sot entre autres : (a) l'insuffisance de l'effectif du personnel par rapport aux nombreuses sollicitations; (b) l'insuffisance du débit de la bande passante au regard des activités de nos utilisateurs.

### NOS PARTENAIRES

Les partenaires qui nous accompagnent d'une manière ou d'une autre dans l'exercice de nos missions sont entre autres : **la Coopération Française, la Coopération Belge, la BADEA, L'UNESCO, l'UEMOA.**

Il faut dire que nous attendons beaucoup du projet PADTICE dont la réalisation dans toutes ses trois composantes constituera sans aucun doute une grande bouffée d'oxygène dans l'exercice de nos missions.



Service Central Informatique / TICE de l'UAM du Niger



Faculté des Lettres de l'UAM du Niger



Amphithéâtre Faculté des Sciences Économiques et Juridiques (FSEJ) de l'UAM du Niger



Salle de Recherche et Formation de l'UAM du Niger

## LA REFLEXION DU MOIS

## Les TIC dans l'enseignement supérieur en Afrique : entre défis et opportunités

**Par Pr Bonaventure MVE ONDO**  
*Recteur honoraire de l'Université Omar Bongo*  
*Vice-recteur honoraire de l'AUF*



Bonaventure MVE ONDO mène une triple carrière d'enseignant, mais aussi de cadre dirigeant des structures et de la coopération universitaires et enfin de communicateur.

Professeur à l'Université de Libreville où il a assuré aussi la fonction de recteur, il a poursuivi une carrière internationale à l'Agence universitaire de la Francophonie comme directeur du Bureau régional de Dakar puis comme vice-recteur à Montréal et à Paris.

Il a animé une chronique sur RFI pendant plusieurs années sur les talents des universités africaines. Il fait partie de plusieurs « think tank » internationaux.

Il a publié de nombreux travaux dont « Afrique : la fracture scientifique aux éditions Futuribles » et en Décembre dernier « A chacun sa raison. Raison africaine et raison occidentale » chez l'Harmattan.

## INTRODUCTION

**Dans tous les pays du monde, l'enseignement supérieur bien compris est le lieu majeur de rencontre des intelligences et où l'intelligence appelle l'intelligence. Il joue le rôle d'acteur du développement. Il est considéré comme un investissement pour l'avenir et non un boulet ou une simple dépense. En Afrique, malgré les concertations nationales, les divers rapports d'experts et quelques avancées, l'enseignement supérieur n'a pas encore vraiment pu ou n'a pas su se réformer pour améliorer son efficacité, son efficacité et sa pertinence. Avec les TIC, il peut sortir de ses mauvaises habitudes, se réformer, renouveler l'ensemble de ses**

**missions, moderniser sa gouvernance et devenir demain un des moteurs du développement économique et social de nos pays.**

Les TIC font aujourd'hui partie de notre quotidien, que ce soit au travail, à la maison. Elles fondent plus que jamais notre rapport au monde. Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, la question n'est plus de savoir s'il est pertinent de les utiliser (et donc de penser avec ou sans). Il s'agit plutôt et désormais de réfléchir aux conditions optimales de leur intégration dans l'enseignement supérieur dans son ensemble.

En effet, la formation et la recherche scientifique ont, de tout temps, reposé sur la capacité à accéder à l'information scientifique et technique, et cela à tel point qu'aujourd'hui, non seulement il n'y a guère de véritable enseignement supérieur là où il n'y a pas de production scientifique, mais encore il n'y a pas de véritable enseignement supérieur là où il n'y a pas de possibilité de diffusion et de communication des savoirs ainsi élaborés, c'est-à-dire là où il n'y a pas de TIC. De ce point de vue, il est impossible de séparer les TIC de l'intensification des activités de formation, de recherche et de l'émergence de la société des savoirs, trois phénomènes concomitants et étroitement liés les uns aux autres. C'est pourquoi toute société du savoir repose sur la capacité d'utiliser les TIC, c'est-à-dire sur la capacité d'échange et de partage de l'information (D. Wolton, 2001). Donc pas de technologie de l'information et de la communication sans savoir. Et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de savoirs scientifiques et technologiques.

Mais quand les lieux de production de ce savoir que sont les universités et les centres de recherche ne disposent ni des infrastructures et ni des personnels compétents pour assurer ce partage, les échanges deviennent tout simplement inégaux, voire impossibles.

La longue crise qu'ont traversée les universités africaines depuis les années 90 a été révélée par plusieurs phénomènes dont le premier était lié au doute et aux interrogations de la part des usagers, des familles, des autorités, des experts nationaux et internationaux sur la qualité et la pertinence de leurs formations. Quelle valeur avait l'enseignement dispensé ? Les diplômés délivrés avaient-ils une

reconnaissance internationale ? Sur le marché du travail, à l'intérieur et à l'extérieur, que valaient véritablement ces diplômés ? Bien que la formation professionnelle ne soit pas la fonction exclusive des universités, ces dernières ne pouvaient pas vraiment se désintéresser, dans ce contexte, du débat contemporain sur leur implication dans la société.

Plus grave, cette crise de l'enseignement supérieur en Afrique a révélé un certain nombre de dysfonctionnements dont les plus importants ont été : la faible implication des universités dans la production et la diffusion des savoirs, l'obsolescence des contenus des enseignements et l'archaïsme des méthodes de transmission. Tous ces phénomènes ont conduit les universités elles-mêmes, les États, les partenaires au développement à réfléchir et à s'engager sur la revitalisation de ce secteur, avec l'appui, entre autres, des TIC.

## UN PEU D'HISTOIRE

On comprend pourquoi dès cette époque, la priorité a été donnée par les États, mais aussi par les universités elles-mêmes et les partenaires au développement comme la Banque mondiale, l'Agence universitaire de la Francophonie et l'UNESCO aux infrastructures, aux équipements et aux ressources.

Les premiers jalons de cette politique en faveur des TIC dans l'enseignement supérieur en Afrique ont été posés dès 1989, avec la mise en place des fameux Centres SYFED (Système francophone d'édition et de diffusion) de l'AUFELF-UREF<sup>1</sup>, l'ancêtre de l'actuelle AUF. A l'époque, j'étais alors recteur de l'Université Omar Bongo de Libreville et je participais pour la première fois, en novembre 1991, à l'initiative de cette association, à un important colloque à Paris sur « Démocratisation, économie et développement : la place de l'enseignement supérieur ». La question lancinante à cette époque était la suivante : quelles orientations et quels outils pour revitaliser les universités par la coopération ? La principale recommandation a été alors de réduire la fracture scientifique qui était en train de s'installer en créant dans les universités

1 - Il s'agit de l'Association des Universités Entièrement ou Partiellement de Langue Française et de l'Université des Réseaux d'expression française.



## LA REFLEXION DU MOIS

### Les TIC dans l'enseignement supérieur en Afrique : entre défis et opportunités

du Sud des espaces (campus) d'accès à l'information scientifique et technique. Car à l'époque pour commencer la moindre recherche, voire une thèse, l'enseignant chercheur de nos pays n'avait pas d'autre solution que celle du voyage physique dans les pays du Nord. Et cela coûtait cher. Il s'agissait donc et d'abord de sortir les scientifiques africains de leur ghetto scientifique.

Rappelons par ailleurs que la situation que traversaient alors les universités africaines était marquée non seulement par leurs limites documentaires, mais surtout par la baisse générale de la qualité de leurs formations dispensées en ce qu'elles se sont coupées des évolutions des sciences et des techniques du Nord. C'est ce que j'avais alors appelé dans un opuscule, « la fracture scientifique ». En effet, depuis 1970, le taux moyen de rendement des universités africaines n'a cessé de baisser. Or, la seule manière pour que ne se poursuive cette marginalisation, c'est de faire coller les besoins aux actions. C'était le but premier des Centres SYFED.

Le premier Centre SYFED naît, à Dakar, au sein de la Faculté des sciences de l'Université Cheikh Anta Diop le 23 mai 1991. Très vite, il suscite de l'espoir. Il apparaît alors à tous comme l'instrument moderne de la solidarité universitaire internationale dans le champ de l'information scientifique et technique (IST). Il est mis en place pour lutter contre l'absence dramatique de documentation scientifique actualisée, à la fois en nombre et en qualité et l'obsolescence des bibliothèques des universités. D'autres centres vont ensuite être installés, notamment à Abidjan, Libreville, Antananarivo, Bucarest, Lomé, Cotonou et Ouagadougou. L'accès à la documentation électronique est assuré via l'INIST (Institut de l'Information Scientifique et Technique du CNRS). Installés à l'intérieur des universités, ces centres sont des petites structures, souples et peu coûteuses, connectées aux grandes bases de données internationales d'abord via le minitel et dès 1995 via l'internet pour recevoir et diffuser des documents primaires.

Parallèlement à ce travail d'implantation de ces centres d'accès à l'information, se développent, dès 1992, les premières formations diplômantes à distance avec le Consortium international francophone de formation à distance (CIFFAD) et l'Université

par satellite (UNISAT) dont les programmes sont diffusés à la fois sur TV5 et Canal France International.

Mais avec le temps, les besoins des universités africaines évoluent. Il ne s'agit plus simplement de sortir du ghetto, de recevoir et de diffuser l'IST, il s'agit véritablement de la produire et surtout de moderniser ses pratiques et son processus pédagogique. C'est dans ce sens que les Centres SYFED se transforment en Campus numériques francophones (CNF) et que la Banque mondiale a développé l'Université virtuelle africaine. Véritables plateaux technologiques de référence, les CNF disposent de salles de formations pour suivre des formations à distance, d'un centre de ressources pour la production des contenus scientifiques en français, d'un centre d'accès à l'information pour la consultation des grandes bases de données internationales et la commande de documents primaires, d'articles scientifiques, d'un espace en libre service pour l'utilisation autonome d'Internet et enfin de matériel de visioconférence pour organiser des conférences, des cours, des soutenances de mémoire à distance.

On le constate, le savoir n'étant plus considéré comme un simple besoin, il faut d'abord le produire et / ou l'internaliser pour qu'il soit réellement adapté et performant. Mais pour que cela soit possible, il faut que l'université se reconfigure et étende sa surface éducative, il faut qu'elle change de dimension. Dans la réforme LMD qui s'engageait alors, il ne s'agissait plus de réaliser un simple toilettage des formations et leur architecture, mais encore de proposer une véritable modernisation pédagogique qui rassure les étudiants et améliore les pratiques des enseignants et qui prenne en compte les objectifs du développement du pays et du continent.

D'où le concept d'université de développement qui doit non seulement accompagner, voire anticiper le développement économique et social, mais qui doit aussi proposer une multiplicité de services fondamentaux et transversaux aux apprenants et aux enseignants: formation aux outils de base de communication, de navigation et de consultation, mais aussi formation de l'apprenant à accéder aux modules d'enseignement qui lui sont spécifiques, au

contrôle continu des connaissances et au passage d'examens de fin de cycle d'études ; formation aussi à la consultation de cours en ligne ou de serveurs documentaires, à l'acquisition de documents primaires sur références bibliographiques ou de textes intégraux en ligne et transfert de fichiers ; communication par courrier électronique, encadrement par tutorat distant, inscription aux listes et aux forums de discussion relatifs aux enseignements suivis ; enfin formation préalable à la création, à l'organisation et à la gestion de sites, à la production de contenus.

Mais toutes ces actions en faveur des infrastructures, des équipements et des ressources, et toutes ces actions de formation, même si elles ont permis à ces structures universitaires de garder la tête hors de l'eau, se sont finalement avérées peu intégrées dans la réforme des universités africaines qui voulaient améliorer leurs performances, réforme qui touchait non seulement à leur finalité, mais encore à leur mode de fonctionnement. Par exemple, la modernisation pédagogique est restée superficielle, étayée essentiellement par le découpage des enseignements en crédits selon le modèle LMD. Dans l'ensemble, même s'il est difficile d'apprécier dans l'ensemble des établissements tant la portée que les manquements de ce long processus, finalement peu d'enseignants ont transformé leurs pratiques et ont trouvé un intérêt pour la réingénierie de la formation et l'accompagnement des apprenants. Enfin, ces actions n'ont pas permis d'améliorer la gouvernance des universités tant au niveau administratif, financier, pédagogique et stratégique pour prendre en compte la dramatique explosion démographique des effectifs.

#### **LA NOUVELLE PLACE DES TIC DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

La question que nous nous posons au début devient désormais plus lancinante : comment et quel sens les TIC peuvent-elles aider aujourd'hui à la modernisation de l'enseignement supérieur en Afrique ? Je vois, pour ma part, trois (03) réponses possibles à cette question.

Tout d'abord, les TIC peuvent aider à prendre en charge quantitativement et qualitativement la forte demande d'enseignement supérieur.

## LA REFLEXION DU MOIS

### Les TIC dans l'enseignement supérieur en Afrique : entre défis et opportunités

Elles peuvent aider à assurer au plus grand nombre des formations de qualité, mais aussi et surtout des formations professionnelles non seulement en aidant les enseignants à mettre au point une offre massive de formations, mais encore en améliorant leur accessibilité et leur facilité de compréhension par les apprenants. Ces dispositifs n'ont pas vocation à se substituer à l'enseignement universitaire classique, mais à l'améliorer. Pour l'étudiant, cela se traduira par de nouvelles possibilités d'améliorer ses chances de compréhension et donc de réussite et finalement d'insertion dans le monde de l'entreprise et cela pour le monde entier. Sa formation sera donc plus liée avec ce qui est attendu de lui en entreprise et enrichira par conséquent son expérience en vue de son entrée dans le marché du travail. Avec le nouveau marché des bourses de cours en ligne (les moocs) qui se développe dans les pays du Nord, non seulement les étudiants auront la possibilité de choisir les cours de l'université qui les intéressent, mais encore les enseignants pourront trouver là de nouveaux moyens d'améliorer leurs revenus. Mais cela demandera de leur part de l'originalité et de l'efficacité.

Ensuite, les TIC peuvent aider à moderniser la gouvernance non seulement des universités, mais encore de l'enseignement supérieur. En effet, la gestion des services de la scolarité, celle des processus d'évaluation des étudiants et de diplomation, mais aussi celle des programmes de formation et de recherche, celle des matériels pédagogiques et des infrastructures, si elles veulent être efficaces et performantes, ne peuvent plus se faire au coup par coup et de manière autonome. L'appui et plus encore l'utilisation des TIC ici est désormais incontournable. Aucune université ne peut avoir un avenir durable si elle ne se dote pas d'un système informatique de gestion et de pilotage viable. Sans leur apport à l'organisation de la vie universitaire, à l'administration, au fonctionnement régulier de l'activité pédagogique, à la gestion en cohorte et individuelle des parcours pédagogiques des étudiants, à la recherche documentaire, à l'information des décideurs, à la communication internet et externe, l'université court des risques majeurs.

Enfin, une telle révolution ne sera possible que par la réduction de la relation asymétrique qui existe encore entre les membres de la communauté universitaire dans l'utilisation

optimale des TIC. Cela suppose une révision générale de la stratégie engagée et son adoption par toute la communauté universitaire. Mais comme toute révolution, le chemin ne sera pas facile. Toute la difficulté de penser aujourd'hui une telle révolution réside à la fois dans l'appropriation par tous des TIC et dans l'impossibilité de penser globalement le processus. La difficulté réside dans le fait que les TIC ont contribué fortement à cette impossibilité parce qu'elles ont mis en place une sorte de raison réticulaire fondée sur une « logique floue », non exclusive, non hiérarchique et non linéaire. Elles ont installé l'homme dans un véritable paradoxe : l'apprentissage passe par l'amélioration de certaines modalités cognitives, psychologiques et sociales, mais aussi par l'amélioration des conditions techniques, institutionnelles et pédagogiques. Ce passage d'une pédagogie fondée sur la transmission autoritaire des connaissances à une pédagogie qui repose sur la construction des processus cognitifs et qui fait des apprenants le centre du dispositif pédagogique n'est pas aisé.

#### LA NECESSAIRE REVOLUTION COGNITIVE

Avec l'évolution et la modernisation des outils d'enseignement et les nouvelles tendances qui caractérisent le monde universitaire, c'est autour d'une véritable mise à niveau technologique, infrastructurelle, pédagogique et institutionnelle qu'il faudra s'engager. Les universités africaines peuvent inventer leur avenir en se fondant sur la capacité, non pas à copier simplement ce qui se fait ailleurs, mais à opérer des transitions cognitives. Pour cela, elles devront savoir gérer ces transitions qui sont non seulement technologiques, mais encore culturelles. Elles devront d'abord faire en sorte que la recherche des effets immédiats ne soit pas occultée par la recherche des causes et des autres relations sous-jacentes. Elles devront ensuite revoir les conditions d'apprentissage des contenus, des logiques et des procédures. Elles devront enfin développer pour cela une stratégie globale et partagée par tous les acteurs.

C'est dire que l'amélioration de l'enseignement supérieur en Afrique passe nécessairement par la compréhension des mécanismes qui bloquent le développement,

non seulement social, mais encore de l'individu. Il ne suffit pas de reproduire ce qui a marché ailleurs, mais véritablement de réinventer un monde nouveau où l'enjeu est désormais de renouer, même imparfaitement ou incomplètement, les fils du dialogue interrompu ou rejeté entre les universités, l'Etat, les sociétés et le monde économique. Le non-savoir qui s'est installé ici résultait du fait que les étudiants et les enseignants n'étaient pas considérés comme des acteurs autonomes et des partenaires potentiels, mais plutôt comme des objets qui doivent être exploités dans une vision opportuniste et des sujets qui peuvent fournir des avantages unilatéraux. Notre objectif commun doit être maintenant de sortir des faux savoirs, des savoirs parcellisés et dégénérés, des fausses postures et des illusions pour faire en sorte que, comme le disait Hegel, « les gens éclairés et ceux qui ne le sont pas finissent par se donner la main ». C'est donc autour d'un dialogue franc et permanent entre toutes les parties prenantes et les partenaires également informés et conscients des enjeux et des contraintes qu'une telle révolution sera vraiment possible.

-----  
 Directeur de publication :

Ann Therese NDONG-JATTA

Comité de rédaction :

Jean-Pierre ILBOUDO

Youssef OUATTARA

Infographie :

Mohamed BAH

Bureau régional multisectoriel pour l'Afrique de l'Ouest  
 12, avenue du Président Léopold Sédar  
 Senghor.  
 Dakar  
 Sénégal  
 BP 3311

Tél: (221) 33 849 23 23  
 Fax: (221) 33 823 86 23  
 (221) 33 823 86 22

Site web: [www.unesco.org/dakar](http://www.unesco.org/dakar)

Contact: [jp.ilboudo@unesco.org](mailto:jp.ilboudo@unesco.org)  
[y.ouattara@unesco.org](mailto:y.ouattara@unesco.org)